

Logement et santé

Le programme de vérification du logement du CHEO

Le logement est un facteur déterminant de la santé. La santé physique et psychologique et le bien-être général des enfants et des adolescents sont affectés par les conditions dans lesquelles ils vivent. Un loyer trop élevé signifie moins d'argent à dépenser pour l'alimentation. Un logement qui a besoin de réparations peut occasionner des blessures. Les enfants qui vivent dans un logement surpeuplé sont davantage exposés aux maladies infectieuses et peuvent avoir de moins bons résultats scolaires. L'instabilité du logement empêche les enfants et les adolescents de créer des liens dans la collectivité.

Les conditions de logement ont des répercussions sur les familles d'Ottawa

En avril 2005, le CHEO menait une enquête auprès des jeunes et des familles des enfants qui étaient passés par l'urgence du Centre hospitalier pour enfants de l'Est de l'Ontario afin de mieux connaître les besoins en matière de logement des enfants et des jeunes soignés dans son département d'urgence.

Au total, 1 360 questionnaires ont été remplis (25 % des patients inscrits à l'urgence). Les résultats montrent qu'un nombre significatif d'enfants et d'adolescents et leur famille risquent l'itinérance.

Les résultats de l'enquête

- 33% des ménages consacraient plus de 50 % de leur revenu au loyer, ce qui place ces familles à risque de connaître l'itinérance. (*Selon la SCHL, les ménages qui consacrent 50 % ou plus de leur revenu pour avoir un logement adéquat, convenable et abordable ont de « graves problèmes d'abordabilité ».*)
- 17% des familles pensaient que leur logement ou leur voisinage n'était pas entièrement sûr.
- 9% des familles vivaient dans des logements surpeuplés.
- 8% des familles vivaient dans des logements ayant besoins de rénovations majeures.
- 7% des enfants et des adolescents avaient séjournés chez des amis ou des proches parce qu'ils n'avaient aucun autre endroit où aller.

Les étapes suivantes L'Initiative « logements sains = enfants sains » d'Ottawa (*Ottawa Child/Youth Housing Advocacy Initiative*) est le fruit d'un partenariat entre le secteur de la santé et les experts en logement. Elle vise à élaborer, à partir des résultats de l'enquête, un plan d'action qui permettra d'améliorer la qualité du logement et la santé des enfants, des adolescents ainsi que de leur famille dans la ville d'Ottawa.

Réseau de prévention de perte de logement

Le Réseau de prévention de perte de logement est l'un des nombreux programmes mis en place pour aider les gens à conserver leur logement. Il est le résultat d'un partenariat entre six organismes – trois centres de santé communautaire, un centre de ressources communautaires, Action logement et Aide logement qui unissent leurs efforts pour offrir une gamme complète de services de soutien au logement aux personnes et aux familles qui risquent l'itinérance, grâce à la participation financière des gouvernements fédéral et provincial, par l'entremise de la Ville d'Ottawa.

Récemment, le mandat du Réseau a été élargi pour inclure le dépistage et les stratégies d'intervention précoce. Cela comprend : soutien et éducation pour les locataires, travail de proximité et ateliers dans la collectivité, services d'aiguillage vers les programmes et les services offerts dans la collectivité, projets conjoints et collaboration avec les locataires de logements privés et de logements sociaux, et activités de formation pour les fournisseurs de services.

Un peu de prévention peut faire toute la différence *

- 2537 ménages, donc plus de 5800 personnes, ont reçu de l'aide en 2005.
- 80% de ces ménages ont conservé leur logement.

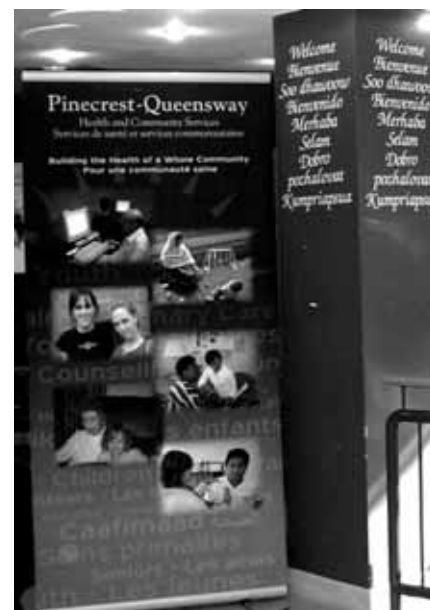
**Ces données n'incluent que les personnes qui ont reçu de l'aide par l'entremise de ce programme et ne rendent pas compte de tout le travail de prévention qui s'est fait dans la ville d'Ottawa.*

Le Réseau de prévention de perte de logement reconnaît que trois facteurs clés peuvent aider à réduire le nombre de personnes qui vivent une crise du logement : (1) un revenu suffisant, (2) un plus grand nombre de logements abordables, (3) la révision de la Loi sur la protection des locataires.

Familles à risque

- 71% des familles qui vivent dans des unités locatives disent avoir eu de la difficulté à trouver un logement abordable.
- 21% des familles monoparentales avaient dû chercher refuge à un moment ou à un autre dans un centre d'hébergement ou chez des membres de la famille ou des amis parce qu'elles n'avaient pas d'autre endroit où aller.
- 21% des familles immigrantes ou réfugiées vivaient dans des logements surpeuplés.
- Plus de la moitié des familles participant à l'enquête vivaient dans des logements surpeuplés ou qui avaient besoin de rénovations majeures ou consacraient plus de 50 % de leur revenu au logement.

Services de prévention d'éviction au *Pinecrest-Queensway Health and Community Services*



Faire une différence

Solutions ↔ Recherche

Itinérance, logement et réduction des dommages : un logement stable pour les sans-abri qui ont des problèmes de toxicomanie

Par Deborah Kraus, Luba Serge, Michael Goldberg et le Social Planning and Research Council de C-B. Financé par la SCHL et le Secrétariat national pour les sans-abri.

Cette étude se penche sur les programmes innovateurs en matière de logement et de services aux personnes itinérantes ou à risque de le devenir qui ont des problèmes de toxicomanie (dépendance aux drogues, à l'alcool ou à d'autres substances). L'équipe chargée de la recherche a procédé à une analyse documentaire et a retenu 13 initiatives en cours au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Elle a également rencontré 33 personnes qui vivaient (ou avaient vécu) dans un logement administré par les organismes retenus pour l'étude ou qui recevaient des services de ces organismes.

Tous les projets adhéraient à une philosophie de réduction des dommages, c'est-à-dire qu'ils avaient une approche qui vise à réduire les risques et les dommages associés à la toxicomanie et à la dépendance pour la personne, la collectivité et la société dans son ensemble sans exiger l'abstinence. Le rapport fait la distinction entre les approches qui ne font que « tolérer la consommation de substances » et celles qui visent « la réduction des dommages » en encourageant la participation active des toxicomanes.

Un certain nombre de ces initiatives accordaient également « priorité au logement », c'est-à-dire qu'elles visaient à fournir un logement permanent et indépendant aux sans-abri. Le principe sous-jacent à ces initiatives est que les clients reçoivent les services individuels et le soutien dont ils ont besoin pour conserver leur logement. Le logement est perçu d'abord comme un endroit pour vivre et non pour recevoir des traitements.

Les programmes étudiés semblent réussir à répondre aux besoins des sans-abri qui ont des problèmes de toxicomanie. Tous les informateurs clés au sein des organismes ont souligné que leurs clients avaient évolué de façon positive depuis qu'ils participaient au projet. Ils avaient un logement stable, contrôlaient mieux leur toxicomanie, étaient en meilleure santé physique et mentale, et avaient de meilleurs revenus.

Presque tous les informateurs reconnaissaient que fournir un logement – un endroit où habiter – était le service le plus efficace offert par leur organisme. Le sentiment de sécurité que cela générerait chez leurs clients leur permettait de commencer à réduire leur consommation de substances, de nouer des amitiés et de créer des liens dans la collectivité. Les participants aux programmes ont aussi souligné que le soutien offert par l'organisme avait transformé leur vie.

L'étude conclut que l'expression « difficile à loger » devrait être bannie de notre vocabulaire puisque ces initiatives ont démontré que les sans-abri, même s'ils ont des besoins complexes et vivent dans la rue depuis longtemps, peuvent être logés avec succès dans un logement permanent lorsqu'on leur offre le soutien dont ils ont besoin et qu'ils veulent bien recevoir. Si des solutions ont pu être trouvées pour mettre fin à l'itinérance chez cette clientèle, alors les éléments clés qui différencient les organismes étudiés, tels que la priorité accordée au logement et l'approche centrée sur le client, peuvent être appliqués pour mettre fin à l'itinérance pour d'autres personnes qui n'ont pas d'endroit où vivre.



Programme de réduction des dommages chez les Bergers de l'espoir

Causeway – un pont vers le marché du travail

Causeway est un organisme communautaire de la région d'Ottawa qui prépare les sans-abri ou les personnes à risque de le devenir, et particulièrement celles qui souffrent de maladies ou de handicaps, pour le marché du travail. Dans ses spacieuses installations de l'Ouest de la ville, Causeway offre :

- Accompagnement individuel pour mettre à jour les compétences en informatique
 - Programmes de recherche d'emploi
 - Programmes de préparation à l'emploi pour les jeunes, et
 - Emploi supervisé pour aider les personnes qui n'ont jamais travaillé.
- Causeway administre également des « entreprises à caractère social », une expression qui désigne tout organisme offrant un service du secteur commercial tout en répondant à un besoin sur le plan social. Une entreprise à caractère social pourrait, par exemple, fournir de la main d'œuvre occasionnelle aux personnes âgées pour le déneigement ou l'entretien du terrain ou de la maison.

Krackers Katering

Une des ces entreprises à caractère social administrée par Causeway est *Krackers Katering* qui offre des services de traiteur pour tout évènement, que ce soit un mariage ou une rencontre d'affaires, et qui peut adapter ses menus aux besoins particuliers, etc. Cette entreprise offre de la formation aux personnes qui souffrent de maladies mentales ou qui ont d'autres handicaps : elle emploie 10 à 15 personnes en tout temps. Un grand nombre d'organismes de la région d'Ottawa ont eu recours aux services de *Krackers Katering* pour des rencontres d'affaires ou lors d'activités sociales. Pour plus d'information, contactez *Krackers Katering* au (613) 792-4954, ou par courriel : krackers@magma.ca.

Pas d'emploi sans expérience préalable



L'histoire d'un adolescent

J'ai 21 ans et je n'ai pas complètement terminé ni ma 12^e année ni mes études à l'OAC. Je travaille en ce moment comme soudeur agréé. J'ai travaillé avec *Rideau Street Youth Enterprises*, j'ai été messenger à vélo et j'ai fait toutes sortes de petits boulots ici et là. Je travaillais à temps plein dès l'âge de douze ans. J'ai été itinérant pendant quatre ans. J'habitais chez ma mère et j'ai été mis dehors à cause de son petit ami. J'ai voyagé un peu sur le pouce pendant le reste de l'été : je revenais à Ottawa, puis je repartais. Au début, ça allait bien, c'était l'été. Mais quand l'hiver arrive, c'est une autre histoire. Tu veux juste être à l'intérieur. Quand tu commences à vivre dans la rue, c'est difficile d'en sortir parce qu'aucun propriétaire ne veut te louer de logement puisque tu n'as pas d'adresse à donner comme référence. Et puis, tu ne peux pas trouver du travail parce que tu n'as pas d'endroit pour prendre une douche et pas de réveil. Tu ne peux pas vraiment aller travailler quand ça fait des semaines que tu dors sous un pont. Je me suis inscrit au Registre du logement social, mais l'attente était de deux ans. Cela fait cinq ans et demi maintenant, et je n'ai toujours pas entendu parler d'eux. Je vis à Hull maintenant, dans une maison en rangée de trois chambres à coucher qui me coûte 580 \$ par mois. J'ai un coloco. J'ai un toit au-dessus de ma tête. Il faudrait juste que j'isole mieux les murs. Je crois que les loyers sont trop chers en Ontario. Je pense aussi que la ville devrait rendre ça plus facile de trouver à qui il faut parler, comme à un travailleur social ou à un travailleur du soutien au logement, ou quels programmes sont offerts aux sans-abri. Bien souvent, quand tu réussis enfin à parler à quelqu'un, il est déjà trop tard.

Rideau Street Youth Enterprises (RSYE)

Chaque année depuis 1993, Les jeunes de la rue Rideau, une entreprise sans but lucratif, font travailler en moyenne 100 à 130 jeunes défavorisés âgés de 16 à 24 ans. En 2005, ils ont fait affaire avec 80 nouveaux clients et donné du travail à 106 jeunes tout en les aidant à surmonter leurs difficultés personnelles, à acquérir des compétences et à gagner un peu d'argent. Les clients étaient la ville d'Ottawa, Ottawa Community Housing, des entrepreneurs du secteur privé et le gouvernement fédéral.

Parmi les programmes mis de l'avant par l'entreprise on compte : apprendre à 40 jeunes à utiliser des scies à chaîne afin d'aider au nettoyage qui a eu lieu suite à la tempête de verglas de 1998, les former à la conception de sites Web, au travail de menuiserie et pour l'industrie de l'automobile. *Pour de plus amples renseignements : Rideau Street Enterprises, 147 rue Besserer, Ottawa, ON, K1N 6A7, (613) 562-3864*



Profil de 24 participants ¹ du programme « Building Blocks », un programme de formation à différents corps de métier administré par Les jeunes de la rue Rideau	
13 obstacles à l'emploi	Jeunes
Scolarité –moins qu'une 12 ^e	75% (18)
Scolarité - moins qu'une 9 ^e année	25% (6)
Problèmes d'alphabétisation	13% (3)
Instabilité du logement	25% (6)
Impliqué dans le système judiciaire criminel	67% (16)
Parent de jeunes enfants	13% (3)
Manque de soutien parental	50% (12)
Longue implication de la Société de l'aide à l'enfance	38% (9)
Problèmes de santé mentale	46% (11)
Problèmes de toxicomanie	46% (11)
Mauvaise santé ou condition physique	46% (11)
Manque d'expérience et de compétence	67% (16)
Attitude inappropriée	71% (17)

¹En détails : âge 17-27, 22 garçons, 2 filles, 7 autochtones, et 1 minorité visible., RSYE, 2006

24 jeunes ont reçu une formation dans différents corps de métier par l'entremise des Jeunes de la rue Rideau pendant la rénovation d'un vieil édifice en 26 studios à l'intention de la clientèle itinérante de la Société John Howard d'Ottawa.

Good Day Workshop

Aux ateliers *Good Day Workshop Programs Inc* (GDW), quelques 30 participants, bénévoles et superviseurs s'affairent à la réparation et au vernissage de meubles au sein de projets qui touchent environ 1 200 clients. Les ateliers GDW offrent aux personnes souffrant de déficience mentale ou de toxicomanie un environnement sûr et le soutien de la collectivité afin qu'elles puissent travailler, socialiser et développer de nouvelles compétences, ainsi qu'obtenir éventuellement un travail régulier.

Sœur Marilyn McGrath, des *Grey Sisters of the Immaculate Conception* de Pembroke, a mis sur pied les ateliers GDW en collaboration avec le Centre de santé communautaire Côte-de-Sable et grâce à une subvention de la fondation de la Banque royale du Canada. Le Programme d'assistance technique au développement économique communautaire (PATDEC) et *CompuCorps* travaillent à mettre sur pied du cybermarketing, grâce à une subvention de contre-partie de Microsoft. *Pour de plus amples renseignements : Good Day Workshop, 211 Ave Bronson, Ottawa, ON, K1R 6H5, ou (613) 236-4979.*

Une collectivité qui inclut tout le monde

Solutions ↔ Recherche

Les personnes nouvellement arrivées éprouvent de grandes déceptions

Par Fran Klodawsky, Université Carleton

Les personnes immigrantes ou réfugiées sont à la recherche d'un avenir meilleur pour elles-mêmes et pour leur famille. Les immigrants se sont fait dire que leurs compétences étaient en demande pendant les mois et parfois les années qu'ont duré leurs démarches auprès des autorités canadiennes.

Les réfugiés ont fui la guerre ou la torture pour recouvrer leur liberté et leur dignité. Ils arrivent à l'improviste, sans préparation et sans période de transition.

Dans un groupe comme dans l'autre, les gens sont très déçus quand ils sont incapables de subvenir à leurs besoins ou d'utiliser leurs compétences de façon appropriée. En 2003, un rapport de Centraide Ottawa soulignait que « les personnes immigrantes nouvellement arrivées... âgées de 25 à 44 ans et détenant un diplôme universitaire ont quatre fois plus de chances d'être au chômage que les résidents qui vivent au Canada depuis 10 ans ou plus (17 % contre 4 %). »

Il n'est donc pas surprenant qu'un grand nombre de nouveaux arrivants à Ottawa aient de la difficulté à se trouver un logement. Le quart des personnes interrogées par le *Groupe d'étude sur l'itinérance à Ottawa (Panel Study on Homelessness in Ottawa)* en 2002-2003 n'étaient pas nées au Canada. Certaines étaient nouvellement arrivées au pays alors que d'autres vivaient au Canada depuis plus de 10 ans. Elles étaient tout autant immigrantes que réfugiées. Elles étaient majoritairement des femmes et la plupart de celles-ci avaient des enfants. Contrairement aux personnes nées au Canada, les immigrants et les réfugiés étaient plus nombreux à citer « les facteurs économiques » et « les conflits au sein de la famille » comme étant les causes de leur itinérance. Dans la plupart des cas, cela est lié à des lacunes lors de leur établissement au pays et au fait qu'on a été incapable de répondre à leurs besoins.

Ces données viennent s'ajouter aux autres indices qui suggèrent que les programmes d'établissement au Canada doivent être mieux coordonnés. Présentement, il y a des lacunes au niveau fédéral entre le palier où les décisions sont prises en ce qui concerne les politiques d'immigration et celui qui décide de la mise en place des services de soutien à l'établissement et à l'intégration. Le gouvernement municipal pourrait jouer un rôle important, mais n'a pas toujours les ressources nécessaires. Les organismes communautaires ont aussi leur rôle à jouer en s'assurant que les nouveaux arrivants ont accès à leurs services et en leur tendant la main pour les aider à s'intégrer à la collectivité.



HomeSafe

Le programme HomeSafe comprend une banque d'aide au loyer et d'autres services pour aider les gens à payer les services publics et leur apprendre à gérer un budget afin de leur éviter l'éviction. L'Armée du Salut administre le programme, avec une subvention du gouvernement provincial, pour éviter que les locataires à faible revenu soient évincés de leur logement et se retrouvent dans les refuges d'urgence. Les arriérés de loyer temporaires sont la raison principale pour laquelle les locataires se retrouvent sans-abri. En 2005, le programme est venu en aide à

240 ménages : 72 ont reçu une aide financière et les autres ont eu de l'aide pour gérer leur budget et ont été aiguillés vers d'autres services.

Le programme Winter Warmth

De concert avec Centraide Ottawa et des organismes tels que l'Armée du Salut, le *Winter Warmth Fund* (l'hiver au chaud) offre une aide financière aux familles et aux personnes à faible revenu qui ont de la difficulté à payer toutes leurs factures, y compris celles du chauffage d'*Enbridge Gas Distribution* ou d'Hydro Ottawa.

Les fonds proviennent d'*Enbridge Gas Distribution* et, cette année, d'Hydro Ottawa Limité. Grâce à la contribution d'Hydro, le programme *Winter Warmth* pourra maintenant aider environ 150 ménages. Les clients qui ont reçu un avis de débranchement ou qui ont été débranchés peuvent aussi être admissibles au programme.

Décembre 2004-Avril 2005

- 63 ménages ont reçu de l'aide (49 femmes et 14 hommes)
- Revenu mensuel moyen des ménages : 1410 \$
- Moyenne des arrérages de loyer : 476.19 \$

Les familles et les personnes peuvent faire une demande au Winter Warmth Fund en téléphonant au Centre Booth de l'Armée du salut au (613) 241-1573.

Le Tribunal du logement de l'Ontario

Malgré une baisse des niveaux des loyers, le nombre de requêtes déposées devant le Tribunal du logement de l'Ontario demeure élevé. En 2005, le Tribunal a reçu plus de 5 700 requêtes de propriétaires qui réclamaient le paiement des loyers. Plus de 3 300 ont été résolues au moyen d'une ordonnance par défaut. Seulement 200 ont fait l'objet d'une audience.

Une banque d'aide au loyer favorise la stabilité du logement en aidant les locataires à faible revenu à éviter l'éviction

Message de l'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance

Il faut faire de l'itinérance une priorité!

En travaillant en équipe au niveau politique, on peut mettre un terme à l'itinérance.

Mettre un terme à l'itinérance représente un sage investissement . . .

. . . des dividendes au niveau des coûts de santé, un investissement économique bien apprécié au niveau du logement, une main d'œuvre plus éduquée et mieux employée et, surtout, une collectivité plus vivante pour tous ses membres.



Vous pouvez aider

Compétences Mettez vos compétences professionnelles -- comptabilité, communications, campagne de financement, mentorat, counseling, aide juridique ou médicale – au service des organismes communautaires.

Énergie Mettez votre énergie au service des personnes itinérantes en écrivant des lettres ou en approchant les politiciens en leur nom.

Argent Utilisez votre argent pour offrir des biens matériels – passes d'autobus, cartes d'appel, chèques-cadeaux d'épicerie, jouets, etc. – aux organismes qui viennent en aide aux sans-abri.

Temps Prenez de votre temps pour faire partie de comités ou de coalitions qui cherchent à définir des stratégies pour mettre un terme à l'itinérance

Donnez Du matériel, de l'équipement ou de l'aide financière aux organismes communautaires pour qu'ils puissent continuer à être efficaces.

Informez C'est le plus important : continuez de vous tenir au courant et informez vos proches et les membres de votre collectivité!



Ce deuxième bulletin sur l'itinérance à Ottawa est produit par l'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance, avec l'aide de Centraide/United Way Ottawa.



www.endhomelessnessottawa.ca

Tous les paliers de gouvernement doivent unir leurs efforts

Les politiques et les programmes nécessaires pour vaincre l'itinérance sont bien connus. Tout ce qui manque, c'est la volonté politique de faire de l'itinérance une priorité aux trois paliers de gouvernement.

AU NIVEAU FÉDÉRAL

Augmenter unilatéralement et de façon significative le nombre de logements sociaux et abordables ou trouver une façon de collaborer avec le gouvernement de l'Ontario pour financer le Programme de logement abordable, y compris l'allocation au logement de 1,6 billion \$ prévue au projet de Loi C-48 en 2005.

Renouveler, augmenter et rendre permanent le financement de l'Initiative nationale pour les sans-abri, y compris l'Initiative des partenariats pour le soutien à la collectivité et le Programme d'aide à la remise en état des logements, afin de soutenir les solutions au niveau local.

Augmenter les taux des prestations de l'assurance emploi et des prestations aux personnes âgées afin de les aligner sur les loyers.

AU NIVEAU PROVINCIAL

Augmenter et accélérer le financement du Programme de logement abordable et collaborer avec le gouvernement fédéral à la construction d'un nombre significatif de logements sociaux et abordables.

Augmenter le financement alloué aux logements avec service de soutien et au soutien au logement et augmenter également le financement des services aux personnes souffrant de maladies mentales et de toxicomanie.

Augmenter les prestations accordées dans le cadre du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et augmenter le salaire minimum afin de les aligner sur les loyers.

AU NIVEAU MUNICIPAL

Continuer le travail au niveau de la prévention de l'itinérance, du soutien aux personnes itinérantes et de l'aide pour trouver et conserver un logement adéquat et accessible, tout en cherchant des solutions à long terme.

Continuer de s'assurer qu'une gamme complète de logements abordables et de services de soutien appropriés est offerte aux personnes itinérantes ou à risque de le devenir (logements avec service de soutien et soutien au logement, logement social, maisons de chambres titulaires d'un permis, logements de transition et supplément au loyer).

Continuer de donner aux gens la possibilité de sortir de l'itinérance en leur offrant de la formation et du soutien à l'emploi.